



Bonjour,

Le mois d'août a été on ne peut plus chaud sur les marchés des devises. Au Canada, l'inflation annualisée a atteint 7.6% au mois de juillet, en recul de 0.5% par rapport au mois de juin. Par ailleurs, la Réserve fédérale américaine (FED) a annoncé que des hausses de taux d'intérêt supplémentaire étaient à prévoir aux États-Unis. De l'autre côté de l'Atlantique, la crise gazière accentue les risques de récessions en Europe. En Grande-Bretagne, l'économie s'est contractée au deuxième trimestre. Du côté de la Chine, le yuan s'est déprécié face au dollar américain, alors que les analystes ont revu à la baisse les perspectives de croissance de l'économie chinoise.

Bonne lecture !

CAD

La paire USDCAD a oscillé entre 1.2727 et 1.3142 durant le mois d'août. Une première depuis juin 2021, l'inflation annualisée a reculé d'un mois à l'autre au pays, passant de 8.1% à 7.6% au mois de juillet. Cette diminution est en grande partie attribuable à la baisse des prix de l'essence au Canada. Le ralentissement de la hausse des prix à la consommation est un pas dans la bonne direction, néanmoins le parcours pour atteindre l'inflation cible entre 1%-3% s'annoncent encore long, selon Douglas Porter, Économiste en chef et directeur général chez BMO Marchés des capitaux.

Dans une lettre d'opinion, le gouverneur de la Banque du Canada (BoC), Tiff Macklem, a souligné que son combat contre l'inflation n'était « pas encore gagné ». Il a reconnu que des « pressions sous-jacentes sur les prix continuaient de se développer et de se propager » dans l'ensemble de l'économie canadienne. De nombreux économistes prédisent désormais que le taux directeur pourrait atteindre 3.5% d'ici la fin de l'année – il est actuellement de 2.5%.

D'ailleurs, 4 Canadiens sur 5 disent présentement se serrer la ceinture, selon un sondage de l'institut de recherche Angus Reid. Cela se traduit notamment par une baisse de leurs dépenses discrétionnaires (restaurant, cinéma, jeux vidéo, etc.), pour 60% des Canadiens. Conséquemment, la Banque du Canada (BoC) devra agir avec prudence pour ne pas précipiter bon nombre de Canadiens dans une situation financière précaire.



USD

En aout, l'indice du dollar américain (DXY) s'est négocié entre 104.64 à 109.48. L'indice des prix à la consommation CPI annualisés a crû de 8.5% au mois de juillet - inférieur au 9.1% observé en juin. Le président américain Joe Biden s'est réjoui du recul de l'inflation, soulignant toutefois qu'il y avait « encore du travail à faire ». À la fin du mois d'aout, le patron de la Réserve fédérale américaine (FED), Jerome Powell, a abondé dans le même sens : « La lutte contre l'inflation va faire souffrir les ménages et les entreprises », a-t-il déclaré lors de la conférence des banquiers centraux de Jackson Hole. Il a averti que la FED entendait « user vigoureusement de ses outils », en relevant les taux directeurs. Parallèlement, il a prévenu que cela prendrait « du temps », entraînant « une longue période de croissance plus faible » et « un ralentissement du marché du travail ». Après ces déclarations, les analystes anticipent désormais une hausse des taux d'intérêt de 0.75% le 21 septembre prochain.

Par ailleurs, la production industrielle a repris du poil de la bête, à la suite d'une hausse de 0.6% par rapport au mois de juin, selon les données de la FED. L'ensemble du secteur manufacturier avait profité de cette progression, hormis les appareils électriques et l'ameublement.



EUR

La paire EURUSD est repassée sous la barre de la parité au cours du mois d'août avant de finir sa course autour de 1.0057. D'ailleurs, au sein de l'Union européenne (UE), l'inflation annualisée a atteint 9.8% au mois de juillet.

L'une des principales causes de la hausse de l'inflation est l'augmentation massive du prix du gaz naturel depuis le début de la guerre en Ukraine. Depuis l'annonce de la fermeture du gazoduc russe Nord Stream 1 entre le 31 août et le 2 septembre, les marchés restent nerveux face à l'approvisionnement européen en gaz naturel. Malgré une augmentation du produit intérieur brut (PIB) de 4% au 2e trimestre, il y a un risque accru de « ralentissement économique significatif » sur le vieux continent, voire de « récession » selon plusieurs analystes européens.

Par ailleurs, la reprise des exportations de produits agricoles de l'Ukraine suite à l'accord négocié avec la Russie sous l'égide de la Turquie a favorisé une baisse des prix de céréales sur les marchés internationaux.



GBP

En Grande-Bretagne, la livre sterling a perdu du terrain face au dollar américain, clôturant en dessous de 1.1625. L'économie britannique s'est contractée de 0.1% au dernier trimestre, une première en plus d'un an. D'ailleurs, les services de santé et d'action sociale ont reculé de 0.4% en raison d'une diminution des dépenses en lien avec la COVID-19.

Le taux d'inflation annualisé a franchi le cap symbolique des 10%, atteignant 10.1% au mois de juillet. C'est légèrement supérieur aux attentes des analystes qui tablaient pour une inflation de 9.8%. Les répercussions se font sentir dans les ventes aux commerces de détail qui sont en recul de 3.4% sur une base annuelle.

Dès le printemps prochain, les taux d'intérêt pourraient atteindre 4% en Grande-Bretagne. C'est du moins ce qu'estiment la plupart des courtiers britanniques, jugeant inévitable un resserrement « agressif » du taux directeur de la Banque d'Angleterre. Leur pari : une hausse totale du taux directeur – aujourd'hui à 1,75% – de quelques 235 points de base d'ici mai 2023. Si cela venait bel et bien à se produire, ça correspondrait à une politique monétaire plus virulente que celle menée actuellement par la Réserve fédérale (FED).



CNY

En Chine, la paire USDCNY est passée de 6.7230 à 6.9255 durant le mois d'août. La dévaluation du yuan reflète les perspectives pessimistes quant à la croissance économique de la Chine. Officiellement, la Chine table sur une progression de son produit intérieur brut (PIB) de 5.5% pour l'ensemble de l'année 2022. Mais la plupart des analystes anticipent plutôt un brusque ralentissement de la deuxième économie mondiale, comme la banque britannique Standard Chartered qui a abaissé ses prévisions de 4.1% à 3.3%. En 2021, la croissance de l'économie chinoise était de 8,1%.

Vagues de chaleur au centre et dans le sud-ouest, inondations à répétition dans le nord-est... Les conditions météorologiques extrêmes qui frappent la Chine à tous les points cardinaux menacent grandement les récoltes céréalières d'octobre, qui représentent en général les trois quarts de la production chinoise de céréales. Un exemple frappant : les régions le long du fleuve Yangtze et le bassin du Sichuan connaissent leur pire sécheresse depuis le début des années 1960, si bien que la moitié de la production chinoise de riz est aujourd'hui sérieusement compromise, révèle une analyse de la banque Goldman Sachs.

Résultat ? La Chine, qui est, de loin, le plus important importateur de denrées alimentaires du monde, risque fort de devoir acheter davantage ses aliments à l'étranger. À la clé, non seulement une probable flambée des prix alimentaires en Chine, mais aussi d'intenses pressions sur les prix dans le reste du monde.



Aluminium

Le 20 février 2022, la valeur de la tonne d'aluminium a atteint un sommet historique sur le marché London Metal Exchange (LME), à 3 911 \$ US. Puis, elle n'a cessé de diminuer pour se stabiliser à la mi-juin, aux alentours de 2 500 \$ US. Cette chute découle en grande partie de la conjonction de deux phénomènes : une production mondiale excédentaire et une menace de récession généralisée défavorable à la demande en métaux industriels.

De janvier à avril 2022, le marché mondial de l'aluminium était excédentaire de 400 000 tonnes, selon le Bureau mondial des statistiques sur les métaux (WBMS). Et c'est à ce moment-là que la Chine – à la tête de 58% de la production mondiale d'aluminium – s'est remise à exporter massivement, à hauteur de 677 000 tonnes d'aluminium en mai. À cela s'ajoutent les craintes d'un ralentissement économique aux États-Unis et en Europe.

De ces faits, les marchés restent sceptiques face aux perspectives incertaines pour ce métal industriel.



NOS LECTURES DU MOIS

Des maisons mobiles hors de prix

Aux États-Unis, même les maisons mobiles deviennent hors de prix. Le prix moyen a bondi de près de 50% depuis le début de la pandémie, oscillant en moyenne entre 25 000 \$ US (Nebraska, Iowa, Ohio) et 125 000 \$ US (État de Washington). Sur la même période, le prix d'une maison unifamiliale neuve – en général, de trois à cinq fois plus élevé qu'une maison mobile – n'a augmenté « que » de 22%. Quelque 20 millions d'Américains vivent dans une maison mobile, ce type de logement représentant maintenant 6% du parc immobilier des États-Unis. D'ailleurs, la grande majorité des résidents des maisons mobiles sont locataires, et ont du mal à faire face aux augmentations annuelles, qui varient entre 4% et 6%.

Source : <https://www.washingtonpost.com/business/2022/06/06/mobile-manufactured-home-rents-rising/>

Vers une croissance de 6% pour la Saskatchewan ?

La Saskatchewan a le vent en poupe, selon The Economist. Et ce, en raison de... la guerre en Ukraine. L'Ukraine ne pouvant plus produire et exporter du blé et de l'avoine entre autres, c'est que les prix de nombreux produits dont elle regorge ont monté en flèche ces derniers temps. Mieux, les terres de la Saskatchewan sont riches en pétrole, gaz, uranium et, surtout, en potasse (surnommé l'or rose), dont la province canadienne assure le tiers de la production mondiale alors que des importateurs comme l'Europe ont perdu l'accès aux deux autres grands producteurs, la Russie et la Biélorussie. Voilà pourquoi l'économie de la Saskatchewan « devrait croître de 6% en 2022, plus que toute autre province canadienne », avance l'hebdomadaire britannique.

Source : <https://www.economist.com/the-americas/2022/08/18/a-remote-canadian-province-luxuriates-in-the-global-supply-crunch>

Journées de consultations virtuelles sans frais

Afin de contribuer au soutien des PME du Québec, FINMETRIX offre des consultations confidentielles, sans frais et sans engagement tous les vendredis. L'objectif est d'effectuer le bilan de la situation et trouver une solution adaptée en matière de gestion de risques de devises. N'hésitez pas à partager avec les entreprises dans le besoin.

Durée : séance de 30 minutes à distance.

Contactez-nous pour vous inscrire : strategie@finmetrix.com

N'hésitez pas à communiquer avec nous pour toutes questions.

Bonne journée.

FINMETRIX



FINMETRIX
COPYRIGHT 2022

43, Westminster N
Montreal-Ouest, QC H4X 1Y8